



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Secrétaire exécutif de la CCNUCC : les gouvernements ont la possibilité et l'obligation de conclure l'accord attendu à Copenhague**

(Barcelone, 6 novembre 2009) – La dernière séance de négociation avant Conférence historique des Nations Unies sur les changements climatiques de décembre prochain à Copenhague s'est terminée vendredi à Barcelone, Espagne.

Lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée à Barcelone, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, M. Yvo de Boer, a répété qu'il était indispensable de parvenir à un bon accord international sur les changements climatiques. « Copenhague peut et doit constituer un point tournant dans la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale, ma confiance demeure intacte », a-t-il déclaré. « Nous avons la possibilité et l'obligation de créer toutes les conditions propices, par le biais d'une habile combinaison d'engagements et de compromis », a-t-il ajouté.

À Barcelone, des progrès ont été accomplis dans des domaines comme l'adaptation, la coopération technologique, la réduction des émissions issues du déboisement dans les pays en développement et les mécanismes de financement des initiatives qui doivent être lancés dans ces mêmes pays.

« Des mesures concrètes devront être prises rapidement après Copenhague en vue d'aider les pays en développement à combattre les effets de l'évolution du climat », a indiqué le plus haut responsable des questions relatives aux changements climatiques au sein de l'ONU.

Les négociations ont toutefois peu progressé en ce qui a trait aux deux grandes questions que sont les objectifs de réduction des émissions à mi-mandat fixés par les pays industrialisés et le financement destiné à permettre aux pays en développement de limiter l'augmentation de leurs émissions et de s'adapter aux répercussions inévitables des changements climatiques.

« Sans ces deux pièces maîtresses, il sera impossible de parvenir à un accord à Copenhague », a averti Yvo de Boer. « Il est donc primordial que les grands dirigeants de ce monde collaborent en vue de dénouer l'impasse actuelle », a-t-il ajouté.

Lors d'un sommet tenu à New York plus tôt cette année, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à conclure un accord à Copenhague destiné à éclaircir les points suivants : engagements ambitieux de réduction des émissions pris par les pays industrialisés, mesures d'atténuation adéquates mise en œuvre à l'échelle nationale par les pays en développement avec l'appui nécessaire, augmentation substantielle des ressources financières et technologies et structure de gouvernance équitable de ces ressources.



« J'attends des pays industrialisés qu'ils ne ménagent aucun effort pour faire face aux grands enjeux actuels », a déclaré Yvo de Boer. « Et ils doivent préciser les sommes qu'ils sont prêts à engager à court et à long terme ».

Selon Yvo de Boer, les nations développées devraient rapidement débloquer au moins dix milliards de dollars É.-U. dans le but de permettre aux pays en développement d'élaborer sans tarder des stratégies de faible émission et d'adaptation et de renforcer leurs capacités internes.

Les pays nantis devront aussi indiquer comment ils entendent constituer des fonds de manière prévisible et durable et quels sont leurs engagements à long terme.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il faudrait que d'ici 2020, les pays industrialisés réduisent globalement leurs émissions de 25 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990 et que les émissions mondiales chutent d'au moins 50 % d'ici 2050, si l'on veut se prémunir contre les effets les plus dommageables. Malgré tout, il n'y aurait alors que 50 % de chance d'éviter le pire.

« Les négociateurs doivent mettre au point un texte final clair et fonctionnel destiné à stimuler la prise de mesures rapides dans le monde en développement », a déclaré Yvo de Boer. « Et d'ici Copenhague, les gouvernements se doivent d'éclaircir certains points pour aider les négociateurs à mettre la dernière main à l'accord », a-t-il ajouté.

Plus de 4 500 personnes, y compris des délégués provenant de 181 pays, ont pris part aux pourparlers de Barcelone.

La Conférence de Copenhague aura lieu du 7 au 18 décembre prochain.

### **Avis aux journalistes**

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec :

M. Eric Hall, Porte-parole/Directeur des communications et des médias  
Mobile (jusqu'au 6 novembre) : +34 67 173 3741; courriel : ehall(à)unfccc.int  
*À partir du 9 novembre à Bonn : (+49-172) 259-0443*

M. John Hay, Agent de liaison avec la presse  
Mobile (jusqu'au 6 novembre) : +34 67 173 3762; courriel : jhay(à)unfccc.int  
*À partir du 9 novembre à Bonn : (+49-172) 258-6944*

M. Alexander Saier, coordination avec les médias (télévision, radio et services en ligne)  
Mobile (jusqu'au 6 novembre) : +34 67 173 5985; courriel : asaier(à)unfccc.int  
*À partir du 9 novembre à Bonn : (+49-172) 179-8835*

Mme Carrie Assheuer, Assistante à l'information publique et aux médias  
Mobile (jusqu'au 6 novembre) : +34 67 173 0880; courriel : cassheuer(à)unfccc.int  
*À partir du 6 novembre à Bonn : (+49-172) 179-8836*

Téléphone pour la presse à Bonn :  
Tél. : (+49 228) 815 1005  
press (à)unfccc.int  
Voir également <<http://unfccc.int>>